



Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2016

03 Mai 2016

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	3
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	4
Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 31 mars 2016 et 2015	4
Etats du résultat global consolidé non audités pour les périodes closes au 31 mars 2016 et 2015	5
Etats de situation financière consolidés au 31 mars 2015 non audité et au 31 décembre 2015	6
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2016 et 2015.....	7
Variation des capitaux propres consolidés pour les périodes closes au 31 mars 2016 et 2015	8
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	9
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS	19
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	28

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique ainsi que des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGG ;
- Les risques liés aux activités opérées au travers de nos joint-ventures ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- La mise en œuvre du Plan de Transformation ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 15 avril 2016. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	1er trimestre	
	2016	2015
Chiffres d'affaires	313,0	569,5
Autres produits des activités ordinaires	0,3	0,4
Total produits des activités ordinaires	313,3	569,9
Coût des ventes.....	(335,5)	(479,8)
Marge brute	(22,2)	90,1
Coûts nets de recherche et développement	(12,1)	(26,1)
Frais commerciaux	(16,0)	(23,7)
Frais généraux et administratifs.....	(24,1)	(26,5)
Autres produits et charges, nets	(12,4)	(13,1)
Résultat d'exploitation	(86,8)	0,7
Coût de l'endettement financier brut	(43,4)	(42,9)
Produits financiers sur la trésorerie	0,4	0,5
Coût de l'endettement financier net	(43,0)	(42,4)
Autres produits (charges) financiers	1,7	(4,6)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(128,1)	(46,3)
Impôts différés sur les variations de change	1,8	(1,7)
Autres impôts sur les bénéfices	(8,1)	(7,3)
Total impôts sur les bénéfices	(6,3)	(9,0)
Résultat net des entreprises intégrées	(134,4)	(55,3)
Résultat des sociétés mises en équivalence	4,7	0,8
Résultat net de l'ensemble consolidé	(129,7)	(54,5)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (129,1)	(55,5)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (118,5)	(48,1)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	1,0
Nombre moyen pondéré d'actions émises ⁽³⁾	531 195 576	194 577 134
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	– ⁽¹⁾	– ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	– ⁽¹⁾	– ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	– ⁽¹⁾	– ⁽¹⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif ⁽³⁾	531 195 576	194 577 134
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (0,24)	(0,29)
– Base ⁽²⁾	€ (0,22)	(0,25)
– Dilué.....	\$ (0,24)	(0,29)
– Dilué ⁽²⁾	€ (0,22)	(0,25)

⁽¹⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

⁽²⁾ Converti au taux moyen de 1,090US\$ et 1,155US\$ respectivement aux 1ers trimestres 2016 et 2015.

⁽³⁾ Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2015 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA le 5 février 2016. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Au 31 mars	
	2016	2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	(129,7)	(54,5)
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	(0,1)	(0,6)
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....	-	-
Variation de l'écart de conversion	0,6	(12,7)
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	0,5	(13,3)
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	-	-
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2)	0,5	(13,3)
Etat du résultat global consolidé de la période.....	(129,2)	(67,8)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>(128,8)</i>	<i>(68,5)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(0,4)</i>	<i>0,7</i>

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire

	31 mars 2016 (non audité)	31 décembre 2015
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	362,6	385,3
Clients et comptes rattachés, nets	497,8	812,5
Stocks et travaux en cours, nets	322,1	329,3
Créances d'impôt	87,7	91,2
Autres actifs courants, nets	117,1	119,2
Actifs détenus en vue de la vente, nets	62,9	34,4
Total actif courant	1 450,2	1 771,9
Impôts différés actif	59,5	52,2
Participations et autres immobilisations financières, nettes	88,1	87,6
Sociétés mises en équivalence	196,9	200,7
Immobilisations corporelles, nettes	818,3	885,2
Immobilisations incorporelles, nettes	1 313,4	1 286,7
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets	1 233,5	1 228,7
Total actif non-courant.....	3 709,7	3 741,1
TOTAL ACTIF	5 159,9	5 513,0
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	1,1	0,7
Dettes financières – part court terme	80,3	96,5
Fournisseurs et comptes rattachés	193,9	267,8
Dettes sociales	145,4	169,2
Impôts sur les bénéfices à payer	43,7	47,0
Acomptes clients.....	48,0	56,0
Provisions – part court terme	206,7	219,5
Autres passifs courants	185,1	198,6
Total passif courant	904,2	1 055,3
Impôts différés passif.....	139,9	136,3
Provisions – part long terme	133,9	155,9
Dettes financières – part long terme	2 382,9	2 787,6
Autres passifs non courants	19,4	19,5
Total dettes et provisions non-courantes.....	2 676,1	3 099,3
Capital social : 1 118 197 733 actions autorisées et 708 260 768 émises au nominal de 0,40 € au 31 mars 2016 et 177 065 192 au 31 décembre 2015	324,4	92,8
Primes d'émission et d'apport	1 546,9	1 410,0
Réserves.....	(268,4)	1 181,7
Autres réserves	119,3	138,0
Titres d'autocontrôle.....	(20,1)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(129,1)	(1 450,2)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(0,7)	(0,6)
Ecarts de conversion	(38,5)	(38,9)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	1 533,8	1 312,2
Participations ne donnant pas le contrôle.....	45,8	46,2
Total capitaux propres	1 579,6	1 358,4
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 159,9	5 513,0

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Trois mois clos le 31 mars	
	2016	2015
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(129,7)	(54,5)
Amortissements et dépréciations.....	69,9	92,1
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	46,7	53,7
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients.....	(8,2)	(20,2)
Augmentation (diminution) des provisions	(39,5)	(9,1)
Charges liées aux stock-options	–	1,5
Plus ou moins-values de cessions d'actif	4,8	0,6
Résultat des mises en équivalence.....	(4,7)	(0,8)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence.....	–	–
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(1,3)	(1,1)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	(62,0)	62,2
Annulation du coût de la dette financière.....	43,0	42,4
Annulation de la charge d'impôt.....	6,3	9,0
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	(12,7)	113,6
Impôt décaissé.....	(9,7)	(18,4)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	(22,4)	95,2
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	302,2	119,3
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	18,7	8,7
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	20,6	(17,4)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(74,9)	(93,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(41,1)	(41,5)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	(6,9)	19,5
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	196,2	90,8
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients.....	(19,8)	(45,0)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients.....	(69,9)	(71,5)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	0,8	7,4
Plus ou moins-values sur immobilisations financières.....	6,1	3,1
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	–	(16,6)
Incidence des variations de périmètre	–	–
Variation des prêts et avances donnés/reçus.....	1,3	(6,4)
Variation des subventions d'investissement.....	(0,6)	–
Variation des autres actifs financiers non courants	(0,8)	(1,2)
Flux de trésorerie affectés aux investissements.....	(82,9)	(130,2)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(477,1)	(169,3)
Nouveaux emprunts	–	125,0
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(2,1)	(2,1)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	0,3	(0,1)
Charges d'intérêt payées	(31,0)	(26,3)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	368,5	–
- par les participations ne donnant pas le contrôle.....	–	–
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	–	–
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	–	–
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	0,5	–
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(140,9)	(72,8)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....	4,9	(10,9)
Incidence des variations de périmètre	–	–
Variation de trésorerie.....	(22,7)	(123,1)
Trésorerie à l'ouverture.....	385,3	359,1
Trésorerie à la clôture.....	362,6	236,0

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2015	177 065 192	92,8	3 180,4	(592,4)	64,7	(20,6)	(7,6)	(24,3)	2 693,0	53,2	2 746,2
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>							(0,6)		(0,6)		(0,6)
<i>Variation de l'écart de conversion (3)..</i>							1,0	(13,4)	(12,4)	(0,3)	(12,7)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)							0,4	(13,4)	(13,0)	(0,3)	(13,3)
Résultat net (4)				(55,5)					(55,5)	1,0	(54,5)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				(55,5)			0,4	(13,4)	(68,5)	0,7	(67,8)
Augmentation de capital									-		-
Paiements fondés sur des actions.....				1,4					1,4		1,4
Variation de l'écart de conversion généralisé par la maison mère					70,7				70,7		70,7
Variation de périmètre et autres.....									-		-
Au 31 mars 2015	177 065 192	92,8	3 180,4	(646,5)	135,4	(20,6)	(7,2)	(37,7)	2 696,6	53,9	2 750,5

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2016	177 065 192	92,8	1 410,0	(268,5)	138,0	(20,6)	(0,6)	(38,9)	1 312,2	46,2	1 358,4
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>							(0,1)		(0,1)		(0,1)
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4)..</i>								0,4	0,4	0,2	0,6
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)							(0,1)	0,4	0,3	0,2	0,5
Résultat net (5)				(129,1)					(129,1)	(0,6)	(129,7)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				(129,1)			(0,1)	0,4	(128,8)	(0,4)	(129,2)
Augmentation de capital	531 195 576	231,6	136,9			0,5			369,0		369,0
Dividendes.....									-		-
Paiements fondés sur des actions.....				0,4					0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion généralisé par la maison mère					(18,7)				(18,7)		(18,7)
Variation de périmètre et autres.....				(0,3)					(0,3)		(0,3)
Au 31 mars 2016	708 260 768	324,4	1 546,9	(397,5)	119,3	(20,1)	(0,7)	(38,5)	1 533,8	45,8	1 579,6

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit du 2 mai 2016 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2015, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2015 déposé auprès de la SEC le 15 avril 2016 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Améliorations annuelles (2012-2014) ;
- Amendement d'IAS 1 – « Présentation des états financiers » — Initiative informations à fournir ;
- Amendement des IAS 16 & IAS 38 – « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Amendement d'IFRS 11 – « Partenariats ».

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 mars 2016:

- Amendements d'IFRS10 et IAS28 « Vente ou contribution d'actifs entre un Groupe et ses filiales ou Joint-Venture » ;
- Amendements d'IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôt sur le résultat — Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location ».

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

Application de l'Amendement d'IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables »

L'amendement de la norme IAS 38 sur les actifs intangibles conduit CGG à adapter les règles d'amortissement de sa bibliothèque multi-clients de la manière suivante :

- Chaque étude sera complètement amortie sur une période de 5 ans selon les principes suivants:
 - Sur la base du profil de ventes, toute étude sera amortie d'une manière qui reflète le profil de consommation de ses avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après ventes.
 - Ainsi, un taux d'amortissement correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude sera appliqué sur toute vente reconnue. En 2016, et comme déjà appliqué par CGG de façon prudente depuis le 1er janvier 2014, le taux d'amortissement sera de 80%.

- Pour certains accords de ventes globaux, le taux d'amortissement sera ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Ainsi, des conditions de prix avantageuses qui seraient accordées à un client achetant un grand volume de données pourraient entraîner un taux d'amortissement plus élevé.
 - En parallèle de la méthode principale d'amortissement décrite ci-dessus, un amortissement complémentaire correspondant à l'amortissement linéaire de la Valeur Brute Comptable sur une période de 5 ans et débutant à partir de la date de livraison de l'étude, sera appliqué s'il entraîne un amortissement plus important que celui découlant de la méthode principale.
- De plus, un test de dépréciation accélérée d'actif continuera d'être effectué une fois par an (ou plus fréquemment s'il existe une indication qu'une étude doit être dépréciée de manière accélérée).

Les règles d'amortissement détaillées ci-dessus sont cohérentes avec les caractéristiques du modèle économique de son business multi-clients et sont conformes à l'amendement de la norme IAS 38, dès lors qu'elles reflètent le profil attendu de consommation des avantages économiques de la librairie multi-clients.

Ces règles d'amortissement de la bibliothèque multi-clients sont appliquées depuis le 1er janvier 2016.

Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

<u>Jugements et estimations</u>	<u>Hypothèses clés</u>
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Durée d'utilité des études multi-clients
Avantages postérieurs à l'emploi	Durée d'utilité des actifs
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise
Provisions pour risques, charges et litiges	Taux d'actualisation (CPMC)
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Taux d'actualisation
Coûts de développement	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
Impôts différés actifs	Taux d'inflation
	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
	Estimation de l'avancement des contrats
	Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients
	Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
	Estimation des avantages futurs des projets
	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé (i) des préfinancements et (ii) de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — D'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans l'état de situation financière en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle.

Après-ventes sur des contrats — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— Vente de logiciels et de matériel informatique

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, et dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs.

Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie. Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente reconnue de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Un amortissement complémentaire correspondant à l'amortissement linéaire de la Valeur Brute Comptable sur une période de 5 ans et débutant à partir de la date de livraison de l'étude est appliqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à l'équivalent de cet amortissement minimum.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,

- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Emprunts convertibles

- Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.
- Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.
- La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.
- La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

NOTE 2 – ACQUISITIONS ET CESSIONS

Le 24 mars 2016, CGG a cédé les 49 % qu'elle détenait dans la société Gardline CGG Pte Ltd qui était mise en équivalence dans les états financiers du Groupe.

NOTE 3 – AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 13 janvier 2016, CGG a lancé une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription. Le montant final brut de l'opération s'élève à 350 589 080,16 euros et se traduit par la création de 531 195 576 actions nouvelles. Les produits nets de l'augmentation de capital de CGG s'élèvent à 338 millions d'euros et ont pour objet de renforcer ses fonds propres et d'améliorer sa liquidité, dans le cadre du financement de son Plan de Transformation.

Cette opération a été garantie en totalité (hors engagements de souscription de Bpifrance et d'IFP Energies Nouvelles) par un syndicat bancaire. Les honoraires et frais relatifs à cette opération se sont élevés à 12 millions d'euros (soit 13 millions de dollars US).

L'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment B) des actions nouvelles s'est faite le 5 février 2016, sur la même ligne de cotation que les actions existantes (code ISIN FR0000120164). A compter de cette date, le capital de CGG est composé de 708 260 768 actions de 0,40 euro de valeur nominale chacune, soit un montant nominal total de 283 304 307,20 euros.

NOTE 4 – DETTES FINANCIERES

La dette financière brute du Groupe au 31 mars 2016 s'élève à 2 464,3 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 884,8 millions de dollars US au 31 décembre 2015.

Pour les trois mois clos le 31 mars 2016

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit au 31 mars 2016 :

	<u>Date d'émission</u>	<u>Maturité</u>	<u>Montant autorisé</u>	<u>Montant utilisé</u>	<u>Montant disponible</u>
			(in millions of US\$)		
Crédit renouvelable US	2013	2018	165,0	—	165,0
Crédit renouvelable France (a)	2013	2018	325,0	—	325,0
Crédit Nordique.....	2014	2019	100,0	100,0	—
TOTAL avant frais d'émission			590,0	100,0	490,0

(a) La maturité ainsi que l'échéancier ont été ajustés comme suit : le montant autorisé est de 325 millions de dollars US jusqu'en juillet 2016, de 300 millions de dollars US jusqu'en juillet 2017 et de 275 millions de dollars US jusqu'en juillet 2018.

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre crédit renouvelable France n'étaient pas tirés au 31 mars 2016.

Les lignes de crédit revolver du Groupe ont fait l'objet d'avenants concernant les ratios financiers du Groupe effectifs à compter du 4 février 2016.

Les accords de crédit « French Revolver » et « Revolver US » imposent au Groupe de respecter les nouveaux ratios et tests suivants :

- un seuil minimal de Liquidité du Groupe (soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et facilités de crédit revolver disponibles) fixé à 175 millions de dollars US à chaque fin de trimestre;
- un ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) fixé à 5,00× pour les 12 mois glissants clos en 2016, à 4,75× pour les 12 mois glissants clos en mars 2017, à 4,25× pour les 12 mois glissants clos en juin 2017, à 4,00× pour les 12 mois glissants clos en septembre 2017, à 3,50× pour les 12 mois glissants clos en décembre 2017, à 3,25× pour les 12 mois glissants clos en mars 2018 et à 3,00× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants; et
- un seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers fixé à 3,00×.

L'accord de crédit nordique impose au Groupe de respecter les ratios et tests suivants :

- le seuil minimal de Trésorerie et équivalents de trésorerie est fixé à 100 millions de dollars US;
- le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) est fixé à 5,00× pour les 12 mois glissants clos en 2016, à 4,75× pour les 12 mois glissants clos en mars 2017, à 4,25× pour les 12 mois glissants clos en juin 2017, à 4,00× pour les 12 mois glissants clos en septembre 2017, à 3,50× pour les 12 mois glissants clos en décembre 2017, à 3,25× pour les 12 mois glissants clos en mars 2018 et à 3,00× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants; et
- le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers est fixé à 3,00×.

L'ensemble des ratios financiers étaient respectés au 31 mars 2016.

Par ailleurs, la maturité de notre ligne de crédit « French Revolver » a aussi été prolongée. La nouvelle maturité est la suivante :

- 325 millions de dollars US jusqu'en juillet 2016;
- 300 millions de dollars US de juillet 2016 à juillet 2017; et
- 275 millions de dollars US de juillet 2017 à juillet 2018.

Modification du ratio de conversion des OCEANE

Suite à l'augmentation de capital, le ratio de conversion des Océane a été ajusté comme suit :

	<u>Ratio de conversion avant augmentation de capital</u>	<u>Ratio de conversion après augmentation de capital</u>
Océane à échéance 2019	1 action CGG au prix nominal de 0,40€	1,422 action CGG au prix nominal de 0,40€
Océane à échéance 2020	1 action CGG au prix nominal de 0,40€	1,422 action CGG au prix nominal de 0,40€

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le nouveau secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes intersecteurs du secteur Équipements et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	2016						2015 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Éliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Équipement	Éliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	87,2	–	164,0	61,8	–	313,0	216,7	–	239,0	113,8	–	569,5
Chiffre d'affaires intersecteur....	1,9	–	–	11,4	(13,3)	–	2,2	–	–	11,5	(13,7)	–
Chiffre d'affaires total	89,1	–	164,0	73,2	(13,3)	313,0	218,9	–	239,0	125,3	(13,7)	569,5
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(20,4)	(17,0)	(22,7)	(9,8)	–	(69,9)	(40,8)	(2,8)	(38,0)	(10,5)	–	(92,1)
Dotation aux amortissements multi-clients	–	–	(46,7)	–	–	(46,7)	–	–	(53,7)	–	–	(53,7)
Résultat d'exploitation	(34,3)	(32,1)	7,9	(10,9)	(17,4)	(86,8)	(22,4)	(20,3)	47,0	14,2	(17,8)	0,7
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	4,7	–	–	–	–	4,7	0,8	–	–	–	–	0,8
Résultat avant intérêts et taxes (2)	(29,6)	(32,1)	7,9	(10,9)	(17,4)	(82,1)	(21,6)	(20,3)	47,0	14,2	(17,8)	1,5
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3).....	4,1	–	12,5	1,9	1,3	19,8	12,9	–	21,7	4,3	6,1	45,0
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	–	–	69,9	–	–	69,9	–	–	71,5	–	–	71,5
Capitaux employés	0,6	–	2,4	0,7	–	3,7	1,4	(0,2)	3,2	0,7	–	5,1
Total Actif	0,8	0,3	2,7	0,8	0,1	4,7	1,7	–	3,6	0,9	0,1	6,3

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 8,7 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016 contre 5,0 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2015.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (81,3) millions de dollars US et (76,6) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016, contre 18,2 millions de dollars US et 19,0 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2015.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (5,5) millions de dollars US liés au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (17,5) millions de dollars US liés au Plan de Transformation.

Pour le 1^{er} trimestre 2016, la colonne « Éliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (9,6) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (7,8) millions de dollars US. Pour le 1^{er} trimestre 2015, la colonne « Éliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (10,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (7,4) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (9,2) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016 et (11,7) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2015. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total :

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 31 mars			
	2016		2015	
Amérique du nord	100,9	32 %	125,1	22%
Amérique latine.....	38,3	12 %	53,7	9%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	116,1	38 %	219,1	39%
Asie Pacifique	57,7	18 %	171,6	30%
Total.....	313,0	100 %	569,5	100%

NOTE 6 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	Trois mois clos le 31 mars	
	2016	2015
Charges de restructuration.....	(41,6)	(25,6)
Variation des provisions pour restructuration.....	36,1	8,1
Autres produits (charges) non récurrents.....	(2,2)	6,8
Éléments non récurrents nets	(7,7)	(10,7)
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	0,1	(1,9)
Plus (moins) values sur cessions d'actifs	(4,8)	(0,5)
Total Autres produits et charges, net	(12,4)	(13,1)

Pour les trois mois clos le 31 mars 2016

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours du premier trimestre 2016, le Groupe a dépensé 41,6 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe. Ces coûts ont été partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprend des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Pour les trois mois clos le 31 mars 2015

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours du premier trimestre 2015, le Groupe avait dépensé 25,6 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du groupe, compensés par les reprises de provisions correspondantes. Le groupe avait également comptabilisé des provisions complémentaires notamment pour le départ de personnel.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprenait des plus ou moins-values sur cessions de matériel, ainsi que le coût d'équipements marine endommagés et/ou mis au rebut. Ces coûts ont été complètement compensés par des indemnités d'assurances présentées en «Autres produits (charges) non récurrents».

NOTE 7 – CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 mars 2016 :

Date de résolution du Conseil d'Administration	Options attribuées	Options non exercées au 31/03/16	Prix d'exercice par action (€)	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
16 mars 2009	1 327 000	986 869	7,00	16 mars 2017	11,5 mois
6 janvier 2010	220 000	277 370	11,67	6 janvier 2018	21,2 mois
22 mars 2010	1 548 150	1 674 439	15,42	22 mars 2018	23,7 mois
21 octobre 2010	120 000	100 072	13,40	21 octobre 2018	30,7 mois
24 mars 2011	1 164 363	1 286 407	20,21	24 mars 2019	35,8 mois
26 juin 2012	1 410 625	1 058 644	14,89	26 juin 2020	50,9 mois
24 juin 2013	1 642 574	1 489 479	15,42	24 juin 2021	62,8 mois
26 juin 2014	1 655 843	1 770 931	8,59	26 juin 2022	74,9 mois
25 juin 2015	1 769 890	1 991 650	5,02	25 juin 2023	86,9 mois
Total	10 858 445	10 635 861			

Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription intervenue en février 2016, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

Date des plans	Ajustement du nombre d'options au 29 février 2016	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
16 mars 2009	986 869	8,38	7,00
6 janvier 2010	277 370	13,98	11,67
22 mars 2010	1 675 700	18,47	15,42
21 octobre 2010	100 072	16,05	13,40
24 mars 2011	1 287 848	24,21	20,21
26 juin 2012	1 061 569	17,84	14,89
24 juin 2013	1 495 770	18,47	15,42
26 juin 2014	1 782 127	10,29	8,59
25 juin 2015	1 998 861	6,01	5,02

NOTE 8 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

CGG a annoncé le 29 avril 2016 avoir conclu un accord contractuel avec NEOS pour la vente de la ligne de produits Multi-Physiques. La transaction devrait être terminée au-cours de l'été après réception des diverses approbations et licences nécessaires.

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisitoire de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le nouveau secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de données contractuelles** qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)** qui regroupe les activités Données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous réalisons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive) et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques ; solutions de gestion de données géologiques). Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des navires alloués aux programmes multi-clients.
- **Equipement**, en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités terrestre et marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel.
- **Ressources Non-Opérées**, qui comprend les coûts de ressources non-opérées ainsi que les coûts liés au Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent principalement les actifs marins non-opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services et équipements géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le niveau de dépense de ces compagnies dépend de leurs estimations de leurs capacités à approvisionner dans le futur le marché pétrolier et gazier et de l'équilibre entre l'offre et la demande d'hydrocarbure.

Le marché des activités géophysiques est historiquement extrêmement cyclique. Nous estimons que beaucoup de facteurs contribuent à la volatilité du marché comme la fragilité géopolitique qui peut avoir un impact négatif sur la confiance et la visibilité qui sont essentielles à nos clients pour une perspective à long terme et pour l'équilibre à long et moyen terme entre l'offre et la demande. Au cours des derniers trimestres, les dépenses des sociétés d'Exploration et de Production ont été en baisse constante. Au cours de l'été 2015, la situation du marché sismique s'est encore tendue, avec un consensus sur un prix du baril plus durablement faible. Même si nous sommes convaincus des perspectives favorables à terme pour un groupe de Geoscience entièrement intégré, nous anticipons une période difficile pour le secteur de l'Exploration, avec une pression sur les prix et des volumes d'affaires relativement incertains.

(Pour plus de détails sur l'industrie géophysique, se référer au Document de Référence 2015 « Chapitre VI – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 15 avril 2016).

Acquisitions et cessions

Gardline CGG Pte Ltd

Le 24 mars 2016, CGG a cédé les 49 % qu'elle détenait dans la société Gardline CGG Pte Ltd qui était mise en équivalence dans les états financiers du Groupe.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} avril 2016 s'élevait à 576 millions de dollars US. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2015

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	1 ^{er} trimestre	
	2016	2015 (retraité)
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine.....	58	172
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	31	47
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	89	219
Données Multi-clients.....	55	99
Imagerie et Réservoir.....	109	140
Chiffre d'affaires du secteur GGR	164	239
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	73	125
Chiffre d'affaires éliminés et autres.....	(13)	(13)
Chiffre d'affaires consolidé.....	313	570

Retraité pour refléter la réorganisation du Groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1^{er} trimestre 2016 a diminué de 45% à 313 millions de dollars US contre 570 millions de dollars US pour la période comparable en 2015, en raison principalement de la réduction du périmètre de nos activités et de la contraction des volumes avec des clients réduisant encore davantage leurs dépenses d'exploration.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles a diminué de 59% au 1^{er} trimestre 2016 à 89 millions de dollars US contre 219 millions de dollars US pour la période comparable en 2015, principalement en raison du redimensionnement de notre flotte de navires et de condition de marché détériorées.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a diminué de 66% au 1^{er} trimestre 2016 à 58 millions de dollars US contre 172 millions de dollars US pour la période comparable en 2015, du fait de la réduction de la flotte et d'un niveau de prix très bas. Le taux de disponibilité des navires est en hausse à 94% au 1^{er} trimestre 2016, comparé à 84% au 1^{er} trimestre 2015. Le taux de production s'établit à 94% et se compare à un taux de production de 92%, au 1^{er} trimestre 2015. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 25% à des programmes multi-clients contre 35% au 1^{er} trimestre 2015.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 1^{er} trimestre 2016 à 31 millions de dollars US, en baisse de 34%, contre 47 millions de dollars US pour la période comparable en 2015 en raison des conditions de marché.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a diminué de 31% à 164 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 239 millions de dollars US pour la période comparable en 2015 en raison principalement du marché moins favorable, impacté par le report et la réduction des dépenses d'exploration de nos clients.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en diminution de 44% à 55 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 99 millions de dollars US pour la période comparable en 2015.

Les préfinancements ont augmenté de 13% à 47 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 42 millions pour la période comparable en 2015. Après un fort quatrième trimestre à 135 millions de dollars US, le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients a atteint un point bas à 8 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016, contre 57 millions de dollars US pour la période comparable en 2015. Le taux de préfinancement s'est élevé à 67% au 1^{er} trimestre 2016 contre 58% pour la période comparable en 2015.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 22% au 1^{er} trimestre 2016 à 109 millions de dollars US contre 140 millions de dollars US pour la période comparable en 2015. La demande en Imagerie, logiciels et services liés au réservoir a faibli dans le contexte de réduction des dépenses d'exploration de nos clients.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en baisse de 42% au 1^{er} trimestre 2016 à 73 millions de dollars US contre 125 millions de dollars US pour la période comparable en 2015. Les ventes d'équipements Marine ont représenté 28% du chiffre d'affaires total.

Les ventes internes ont représenté 16% du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre 2016 contre 9% pour la période comparable en 2015.

Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a baissé de 46% en passant de 114 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015 à 62 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016. Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres ont été toutes deux impactées par de faibles volumes de livraison dans un marché d'Acquisition sismique déprimé.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 30% à 336 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 480 millions de dollars US pour la période comparable de 2015, principalement en raison du plan de réduction de la flotte, de la contraction de l'activité du marché sismique et de la baisse du volume de notre secteur Equipement. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 78% des revenus multi-clients au 1^{er} trimestre 2016 contre 54% au 1^{er} trimestre 2015. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 107% au 1^{er} trimestre 2016 contre 84% pour la période comparable de 2015. La marge brute d'exploitation a diminué de 125%, à (22) millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 90 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015, représentant respectivement 7% et 16% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 54% à 12 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 26 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015, représentant respectivement 4% et 5% du chiffre d'affaires.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 32% à 16 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 24 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2015.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 9% au 1^{er} trimestre 2016 à 24 millions de dollars US contre 27 millions de dollars US pour la période comparable en 2015 en conséquence de l'avancement du Plan de Transformation. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 8% et 5% du chiffre d'affaires consolidé au 1^{er} trimestre 2016 et 2015.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 12 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016. Elles incluent principalement (i) 6 millions de dollars US de coûts de restructuration liés à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, net de reprise de provisions) (ii) et 5 millions de dollars US de moins values sur cessions d'actifs et de coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 13 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015, intégrant principalement les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du groupe d'un montant de 18 millions de dollars US.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 87 millions de dollars US (ou une perte de 81 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) au 1^{er} trimestre 2016 pour les raisons décrites plus haut, contre un produit de 1 million de dollars US au 1^{er} trimestre 2015 (ou un produit de 18 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 34 millions de dollars US contre une perte de 22 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 8 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre un produit de 47 millions de dollars US pour la période comparable en 2015.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 11 millions de dollars US contre un produit de 14 millions de dollars US pour la période comparable en 2015.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 32 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 (ou une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 20 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015 (ou une perte de 3 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 5 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 1 million de dollars US au 1^{er} trimestre 2015, principalement en raison de l'amélioration de la performance opérationnelle et des mesures de restructuration mises en œuvre au niveau de SBGS JV.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 82 millions de dollars US (ou une perte de 77 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre un profit de 2 millions de dollars US pour la période 2015 comparable (ou un profit de 19 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 30 millions de dollars US contre une perte de 22 millions de dollars US pour la période 2015 comparable.

L'EBIT du secteur GGR au 1^{er} trimestre 2016 est un profit de 8 millions de dollars US contre un profit de 47 millions de dollars US pour la période 2015 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 11 millions de dollars US contre un profit de 14 millions de dollars US pour la période 2015 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 32 millions de dollars US (ou une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 20 millions de dollars US pour la période 2015 comparable (ou une perte de 3 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 6 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a augmenté de 1% à 43 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 contre 42 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015.

Les autres produits et charges financiers au 1^{er} trimestre 2016 sont un produit de 2 millions de dollars US contre une charge financière de 5 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 6 million de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 à comparer à une charge de 9 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2015.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 1^{er} trimestre 2016 est une perte de 130 millions de dollars US contre une perte de 55 millions de dollars US pour la période comparable en 2015, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Les principaux besoins financiers du Groupe sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels, des investissements dans les études multi-clients, du Plan de Transformation et au service de la dette.

CGG prévoit de financer ses besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations tandis que le produit de l'augmentation de capital datant du 5 février 2016 servira à financer le plan de transformation du Groupe. La capacité de CGG à honorer ses échéances de remboursement des dettes financières ou le paiement des intérêts financiers, ainsi qu'à financer ses investissements ou à refinancer sa dette, dépend de sa performance future, laquelle est sujette, dans une certaine mesure, au contexte économique, financier, compétitif, législatif, réglementaire et à d'autres facteurs hors de son contrôle. Compte tenu du niveau d'activité actuel, du niveau d'investissement projeté, des échéances à court et moyen-terme de remboursement de la dette financière et des prévisions de coûts de restructuration liés à notre plan de transformation, nous estimons que la trésorerie générée par les opérations, la trésorerie et disponibilités à court terme existantes et les lignes de crédit disponibles (pour un total de liquidité de 853 millions de dollars US au 31 mars 2016) sont suffisantes pour financer nos activités opérationnelles et nos besoins en liquidités au cours des douze prochains mois.

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit au 31 mars 2016 :

	<u>Date</u> <u>d'émission</u>	<u>Maturité</u>	<u>Montant</u> <u>autorisé</u>	<u>Montant</u> <u>utilisé</u>	<u>Montant</u> <u>disponible</u>
			(in millions of US\$)		
Crédit renouvelable US.....	2013	2018	165,0	—	165,0
Crédit renouvelable France (a)	2013	2018	325,0	—	325,0
Crédit Nordique	2014	2019	100,0	100,0	—
TOTAL avant frais d'émission			590,0	100,0	490,0

(a) La maturité ainsi que l'échéancier ont été ajustés comme suit : le montant autorisé est de 325 millions de dollars US jusqu'en juillet 2016, de 300 millions de dollars US jusqu'en juillet 2017 et de 275 millions de dollars US jusqu'en juillet 2018.

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre crédit renouvelable France n'étaient pas tirés au 31 mars 2016.

Les lignes de crédit revolver du Groupe ont fait l'objet d'avenants concernant les ratios financiers du Groupe effectifs à compter du 4 février 2016.

Les accords de crédit « French Revolver » et « Revolver US » imposent au Groupe de respecter les nouveaux ratios et tests suivants :

- un seuil minimal de Liquidité du Groupe (soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et facilités de crédit revolver disponibles) fixé à 175 millions de dollars US à chaque fin de trimestre;
- un ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) fixé à 5,00× pour les 12 mois glissants clos en 2016, à 4,75× pour les 12 mois glissants clos en mars 2017, à 4,25× pour les 12 mois glissants clos en juin 2017, à 4,00× pour les 12 mois glissants clos en septembre 2017, à 3,50× pour les 12 mois glissants clos en décembre 2017, à 3,25× pour les 12 mois glissants clos en mars 2018 et à 3,00× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants; et
- un seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers fixé à 3,00×.

L'accord de crédit nordique impose au Groupe de respecter les ratios et tests suivants :

- le seuil minimal de Trésorerie et équivalents de trésorerie est fixé à 100 millions de dollars US;
- le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) est fixé à 5,00× pour les 12 mois glissants clos en 2016, à 4,75× pour les 12 mois glissants clos en mars 2017, à 4,25× pour les 12 mois glissants clos en juin 2017, à 4,00× pour les 12 mois glissants clos en septembre 2017, à 3,50× pour les 12 mois

glissants clos en décembre 2017, à 3,25× pour les 12 mois glissants clos en mars 2018 et à 3,00× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants; et

- le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers est fixé à 3,00×.

L'ensemble des ratios financiers étaient respectés au 31 mars 2016.

Par ailleurs, la maturité de notre ligne de crédit « French Revolver » a aussi été prolongée. La nouvelle maturité est la suivante :

- 325 millions de dollars jusqu'en juillet 2016 ;
- 300 millions de dollars de juillet 2016 à juillet 2017 ; et
- 275 millions de dollars de juillet 2017 à juillet 2018.

Flux de trésorerie

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 196 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 (ou 238 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre 91 millions de dollars US (ou 116 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les trois mois clos le 31 mars 2015. Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation s'est élevé à 22 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 par rapport à un excédent de trésorerie de 95 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2015.

La variation du besoin en fonds de roulement pour les trois mois clos le 31 mars 2016 a eu un impact positif de 219 millions de dollars US contre un impact négatif de 4 millions de dollars US sur la période 2015 comparable. Cet impact est principalement dû à une variation de nos créances clients et comptes rattachés qui a généré un dégageant de 302 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 par rapport à un dégageant de 119 millions de dollars US pour la période 2015 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 83 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 contre 130 millions de dollars US pour la période 2015 comparable.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 11 millions de dollars US (9 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation), en baisse de 68% par rapport à la période comparable de 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 33 millions de dollars US (27 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés se sont élevés pour leur part à 9 millions de dollars US au cours du 1er trimestre 2016, contre 12 millions de dollars US au cours du 1er trimestre 2015.

Le Groupe a également investi 70 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les trois mois clos le 31 mars 2016, principalement au Brésil, dans le Golfe du Mexique, au Gabon, en Scandinavie et en terrestre aux U.S.A contre 71 millions de dollars US pour la période comparable en 2015. Au 31 mars 2016, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 959 millions de dollars US contre 927 millions de dollars US au 31 décembre 2015.

Financement

Le flux de trésorerie affecté aux opérations de financement s'est élevé à 141 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 contre 73 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2015.

Pour les trois mois clos le 31 mars 2016, le Groupe a perçu 338 millions d'euros de produits nets de l'augmentation de capital et remboursé un montant de 455 millions de dollars US sur ses facilités de crédit.

Dette financière nette

La dette financière nette au 31 mars 2016 s'élevait à 2 102 millions de dollars US contre 2 500 millions de dollars US au 31 décembre 2015. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 137% au 31 mars 2016 contre 191% au 31 décembre 2015.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 31 mars 2016 et 31 décembre 2015 :

En millions de dollars US	31 mars	31 décembre
	2016	2015
	(non audité)	
Concours bancaires	1,1	0,7
Part à court terme des dettes financières	80,3	96,5
Dettes financières à long terme	2 382,9	2 787,6
Dette financière brute	2 464,3	2 884,8
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement.....	(362,6)	(385,3)
Dette financière nette	2 101,7	2 499,5

Au 31 mars 2016, les montants disponibles sur les lignes de crédit existantes s'élèvent à 490 millions de dollars US.

(Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section « Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2015).

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. L'EBIT est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Au cours des trois mois clos le 31 mars 2016, l'EBIT est une perte de 82 millions de dollars US (ou une perte de 77 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre un produit de 2 millions de dollars US pour la période comparable en 2015 (ou un produit de 19 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBIT avec le résultat d'exploitation provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 31 mars	
	2016	2015
EBIT	(82,1)	1,5
Moins le résultat des sociétés mises en équivalence.....	(4,7)	(0,8)
Résultat d'exploitation	(86,8)	0,7

Au niveau Groupe, l'EBITDAS s'est élevé à 22 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016 représentant 7% du chiffre d'affaires consolidé (ou 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, soit 9% du chiffre d'affaires consolidé), contre 128 millions de dollars US pour la période

comparable de 2015, représentant 22% du chiffre d'affaires consolidé, (ou 145 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, soit 25% du chiffre d'affaires consolidé).

Le tableau ci-après présente l'EBITDAS par secteur :

En millions de dollars US	Au 31 mars											
	2016						2015 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
EBITDAS	(13,9)	(15,1)	69,3	(1,2)	(17,5)	21,6	19,4	(17,5)	120,0	24,8	(18,9)	127,8

Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprend (5) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprenait (18) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre l'EBITDAS et le résultat d'exploitation, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 31 mars	
	2016	2015
EBITDAS	21,6	127,8
Moins les amortissements et dépréciations	(69,9)	(92,1)
Moins les amortissements et dépréciations des études multi-clients	(46,7)	(53,7)
Moins les amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	8,2	20,2
Moins le coût des paiements en actions	–	(1,5)
Résultat d'exploitation	(86,8)	0,7

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 31 mars	
	2016	2015
EBITDAS	21,6	127,8
Autres produits (charges) financiers	1,7	(4,6)
Augmentation (diminution) des provisions	(39,5)	(9,1)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	4,8	0,6
Dividendes reçus	–	–
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(1,3)	(1,1)
Impôt décaissé	(9,7)	(18,4)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	302,2	119,3
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	18,7	8,7
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	20,6	(17,4)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(74,9)	(93,0)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(41,1)	(41,5)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	(6,9)	19,5
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	196,2	90,8

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 mars 2016 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	
Dettes financières	37,9	116,7	1 279,1	1 024,6	2 458,3
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)	13,4	26,5	21,2	15,1	76,2
Obligations issues des locations simples	201,9	293,2	150,5	133,5	779,1
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires ^(a)	129,1	198,2	102,2	56,8	486,3
- Autres obligations issues des locations simples	72,8	95,0	48,3	76,7	292,8
Autres obligations à long terme (intérêts)	133,8	261,7	189,5	48,5	633,5
Total Obligations contractuelles ^(b)	387,0	698,1	1 640,3	1 221,7	3 947,1

(a) dont 133,4 millions de dollars US pour les navires inclus dans le plan de réduction de la flotte.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 31 mars 2016.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP (non audité)

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Les principales différences entre les IFRS et les US GAAP concernant l'EBITDAS sont relatives au traitement des plans de retraite et des coûts de développement.

Plan de retraite

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu (SORIE) part groupe.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006, les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

En millions de dollars US	Au 31 mars	
	2016	2015
EBITDAS	21,6	127,8
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite	-	-
Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS	(9,2)	(11,7)
EBITDAS selon les US GAAP	12,4	116,1

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.